

Le 24 avril, les Français finiront ce qu'ils ont commencé ce jour



Le monde est ainsi fait et l'être humain ainsi constitué, qu'en dépit des certitudes de tous les progressistes ou inversement des convictions de quelques conservateurs, nous ne pouvons qu'observer le continuum délictuel des comportements sociétaux en regard de ce qu'on pourrait nommer sans certitude, toutefois, d'être exact, la morale au sens stricte de la probité. Sinon, comment expliquerait-on le désintérêt des Français pour la politique qui au demeurant est la plus noble des activités humaines ?

Au travers des époques de notre histoire, vieille de deux mille ans, pour ne parler que de ce qui en est connu avec une appréciation relative, le vice et la vertu ont incessamment cohabités, l'un l'emportant souvent sur l'autre. Mais cette coexistence n'est pas que le combat des uns contre les autres, encore que cette dimension en soit la forme la plus évidente. Elle est, au contraire parfois indentifiable au sein d'un même

individu. Chacun connaît l'icône de ces hommes, le réaliste et cynique Prince de Machiavel. Souvenons-nous aussi de Talleyrand le diable boiteux, serviteur de la Monarchie, de la Révolution ou de l'Empire avec un égal engagement. Ils sont arrogants et se considèrent comme étant supérieurs aux autres. Les machiavéliques sont sournois, trompeurs, méfiants et manipulateurs. Ils se caractérisent par leurs croyances cyniques et misanthropes, leur insensibilité, leur quête d'argent, de pouvoir et de positions sociales reconnues. Ils ont en commun pourtant une certaine idée de la Nation, de la France.

Il en va ainsi du général De Gaulle. Le temps a, certes, dépolvé le souvenir de toutes les bavures consubstantielles à sa personnalité, au point qu'aujourd'hui nul ne soit plus en capacité de ne pas en faire systématiquement la référence incontournable à l'instant d'affronter la difficulté du choix politique. Souvenons-nous pourtant que cet homme dira très clairement à Londres, le 25 mai 1942 : « La démocratie se confond exactement, pour moi, avec la souveraineté nationale. La démocratie c'est le gouvernement du peuple par le peuple, et la souveraineté nationale, c'est le peuple exerçant sa souveraineté sans entrave ». Mais le même homme dira, à voix cachée, à de multiples reprises, à des proches, après son retour et à l'instant du référendum constitutionnel : « En démocratie il y a deux principes. Le premier est que la souveraineté appartient au peuple. Le deuxième est de faire en sorte qu'il n'en fasse jamais l'usage. »

On voit bien la dualité, voire la duplicité. Nul ne pourrait l'occulter pas même le plus fidèle des Gaullistes. Cependant cette faute, sans la dédouaner, pourrait être comprise, puisqu'elle est commise sans esprit d'usurpation à des fins personnelles, hormis celle de l'égo, peut-être.

Ce dont il s'agit aujourd'hui, tout en empruntant les mêmes ressorts, est d'une tout autre nature dont l'ampleur de l'exaction ressemble à une énorme félonie. Quand Emmanuel Macron nous abreuve incessamment de son « en même temps » nous

ne pouvons demeurer les dupes de sa rhétorique. Nul ne peut prétendre que le ciel est bleu quand il est noir si ce mensonge n'a pas vocation à servir l'intérêt supérieur de la Nation.

Or, le mirliflore qui nous fut imposé par l'oligarchie financière, afin de servir ses ambitions mondialistes, il y a 5 ans, n'a aucun sens de l'état, aucune vision cohérente pour le pays, ni aucune empathie pour les Français.

Comment pourrait-il se targuer de défendre le bien commun quand son parcours démontre à l'évidence que seuls les intérêts privés de ces affidés lui importent et à condition que ceux-ci aient ce sens particulier de l'altérité capitaliste qui leur impose le retour d'ascenseur.

Souvenons-nous de l'affaire Alstom, fleuron du génie technologique et industriel français, déterminant pour la production énergétique de notre pays, pour sa défense militaire et la défense de sa souveraineté. Rappelons-nous que sa vente aux intérêts Américains ne s'est faite que sous la férule entière et ignominieuse de Macron. Ce transfert de compétences scientifiques aux conséquences dévastatrices, s'est accompagné d'une razzia d'informations dont la CIA, elle-même n'aurait jamais imaginé la faisabilité. Cette décision se nomme forfaiture, c'est tout simplement un crime contre la France commis par celui qui en est le garant statutairement, moralement et par son engagement personnel. Que la France ait dû racheter cette part de patrimoine par le biais d'EDF à un prix exorbitant et vidé de ses exigeants secrets ne peut-être nommé autrement que trahison.

Chaque jour apparaît de plus en plus probable une sale affaire de corruption, de compromission et de conflits d'intérêts dans les relations étroites établies entre le cabinet de conseil Américains Mac Kinsey et Macron. Le Président de la République, par voie de fait, a divulgué aux USA une énorme quantité d'informations vitales pour notre sécurité, il a dédaigné la qualité et les compétences de nos fonctionnaires, il a usé de l'argent public de façon abusive et moralement frauduleuse en leur substituant des acteurs privés tout en

ayant avec eux des liens personnels qui lui furent tellement utiles dans le désert environnemental de son élection de 2017. Ce conflit d'intérêts manifeste ne saurait rester sans interrogation.

Emmanuel Macron a depuis le début usé d'une arrogance et d'un mépris qui n'ont pu que blesser ceux auxquels ils étaient adressés, c'est-à-dire le peuple de France, soit tous les Français. Osons espérer que ceux-ci oseront « aller le chercher » et qu'ils « le traineront au pénal ».

A l'issue de ce triste roman qu'aura été le parcours aux allures d'une gigantesque mystification d'Emmanuel Macron, il ne paraît pas pensable que les Français souhaitent à nouveau confier les rênes du pouvoir à un homme qui aura autant dégradé, et appauvri notre Nation.

C'est pourquoi, Dimanche 24 avril prochain au soir du second tour des élections Présidentielles, je crois que les Français poursuivront ce qu'ils auront entrepris 15 jours avant c'est-à-dire, c'est-à-dire chassé celui qui n'aimait ni les Français, ni la France.

Jean-Jacques FIFRE